



Pour une Suisse
libre et prospère

Engagez-vous!
Abonnez-vous dès
maintenant!

AZB / P.P. 3001 Bern

L'IDEE

Jeunes UDC Romands

www.zeitungidee.ch

3/2018

Abo Fr. 35.-

EDITORIAL



Le suicide occidental par le paradoxe perpétuel



Par Niels Rosselet-Christ
Président ad-interim des Jeunes UDC
Neuchâtel
Rédacteur en Chef de l'IDEE Romandie

L'Occident décline. Nul ne peut le nier.

Depuis les années '60, le monde libre s'enlise dans une refonte malsaine de ses valeurs ; la désertion des Eglises chrétiennes, la remise en question de certains valeurs éducationnelles,

la marginalisation du patriotisme et l'ouverture totalement incontrôlée sur le reste du monde conduisent notre société dans une phase d'instabilité historique.

Car qu'est-ce qui fait la stabilité d'une société ? C'est avant tout son aptitude à ce que ses individus vivent ensemble sous un système de valeurs, de croyances et de traditions communes. Or, la tendance aujourd'hui est à la diversification.

Si un peu de diversification n'est en soit pas un mal, voire une richesse supplémentaire, il faut savoir, comme pour tout, faire preuve de mesure. C'est là que le bat blesse. Certaines tendances idéologiques se sont, malgré elles et leurs auteurs, radicalisées au point d'en devenir oppressantes ; l'on parlera des antispécistes ou des partisans de la suppression de la fessée dans l'éducation des enfants en passant par les « laïques fondamentalistes », les écologistes extrémistes, etc. Toutes ces idées créent de violentes déchirures dans notre société, non pas par leurs fondements mais par l'application dure revendiquée par leurs auteurs ; manifestations violentes, discours intenses martelés avec fermeté, explosions de rage et j'en passe, telles sont les méthodes avec lesquelles ces idées font les coudes parmi nos acquis.

Le problème supplémentaire qui vient compliquer l'équation, c'est le paradoxe de ces idéalistes face à l'immigration de masse et les systèmes de valeur qu'elle importe.

Prenons par exemple l'écologie : l'on nous rabat les oreilles sur l'importance de diminuer notre consommation, de revoir notre mode de vie, d'empêcher le bétonnage du territoire, etc. Si certaines de ces idées méritent réflexion, globalement, c'est avant tout une volonté de réduire notre mode

de vie à un minimum indécemment. De cela découlent des restrictions en tous genres, des attaques sur la propriété privée, etc. Les suisses indigènes ne font pas assez d'enfants (moins de 2 enfants par familles) pour renouveler, accroître ou juste maintenir son nombre d'habitants. Pourtant, la population augmente ; c'est le fait de l'immigration de masse. La population augmente substantiellement chaque année de l'équivalent de la ville de Fribourg. Ces arrivées nécessitent la création de logements mais aussi d'infrastructures, d'écoles, de routes, de bâtiments administratifs, etc. L'immigration de masse favorise fortement le bétonnage du territoire. Les écologistes, pourtant, se refusent à en parler. Quand feront-ils face à leurs contradictions ?

Autre exemple, les crimes et agressions à caractère misogynes ; ces dernières années, l'Europe occidentale connaît (hélas) un regain des agressions sexuelles, des cas de harcèlement ou des agressions générales contre la gent féminine. La France et la Suède et, dans une certaine mesure l'Allemagne et le Royaume-Uni, sont particulièrement touchées par ce phénomène. Les féministes n'hésitent pas à monter aux barricades afin de dénoncer, sur le fond avec légitimité, ces attaques. Si les actes commis par les indigènes, à savoir les hommes occidentaux à la peau blanche, sont dénoncés (à juste titre) avec une très grande véhémence par les féministes et les institutions, ce n'est de loin pas le cas pour ceux commis par les personnes issues de l'immigration, notamment l'immigration musulmane dont le rapport à la femme n'est pas compatible avec le mode de vie occidental. Pire, certaines féministes vont jusqu'à justifier certaines attitudes explicitement misogynes de ces individus par la différence culturelle !

Ces exemples sont multiples et contribuent, en soi, à la dégringolade de notre société. Teintés d'une mauvaise foi sans équivoque, ils poussent notre société dans un multiple paradoxe perpétuel, qui aura raison de nous si nous ne retrouvons pas une certaine cohérence. Car pendant que nous tergiversons sur ces paradoxes, le reste du monde se tient droit dans ses bottes s'agissant de ses valeurs et de ses traditions ; prenez la Chine, la Russie ou même le monde musulman, leurs points communs sont avant tout la droiture dans les valeurs qu'ils défendent (même si ce ne sont pas les mêmes que nous) et la vitalité de leurs croyances.

Notre société doit retrouver une essence spirituelle commune et se retrouver au sein d'une identité commune, sans quoi elle se perdra dans ses contradictions. La prochaine fois que vous vous rendrez à Berne, allez faire un tour à la Cathédrale et contemplez le vitrail dépeignant l'apocalypse, sur lequel figure cette phrase : « Wehe dem Volk das seinen Gott verlassen hat. » (Malheur au peuple qui a renié son Dieu.). Les réflexions sont intrigantes.



Rester libre ou se soumettre ? L'enjeu du 25 novembre !



Par Jérôme Amos
Président des Jeunes UDC Valais
Romand

Notre Patrie fonctionne sur un système politique échelonné en trois parties : la confédération, les cantons et les communes. Ce principe de division permet aux communes de garder

une certaine autonomie dans leurs choix politiques. Pourtant quelle que soit la décision à prendre, l'accord du citoyen est toujours demandé. Ceci est bel est bien la force de notre pays : la démocratie directe.

Notre système permet donc à n'importe quel citoyen de se lever contre une décision de l'état au moyen d'un référendum ou d'une initiative. Par ce droit, le peuple suisse garde le contrôle de son système juridique, de sa vie,

de sa patrie ainsi que de son avenir. L'application de la volonté du peuple suisse est un pilier central de notre démocratie. Or ce mécanisme est mis en péril par l'Union Européenne qui essaie toujours plus de nous dicter notre conduite et ce malgré la volonté populaire. Le droit des citoyens à posséder une arme en est un exemple flagrant ! L'Union Européenne, par le biais du droit international cherche à nous retirer cette liberté.

L'initiative sur l'autodétermination garantit la suprématie du droit suisse en Suisse. En effet, elle exige que le droit suisse, démocratiquement légitimé, soit la source suprême du droit en cas de conflit et qu'il ait la priorité sur le droit international. Il va sans dire que le droit international impératif ne serait pas touché, tout comme les droits de l'homme, qui figurent déjà dans notre constitution.

Dire OUI à l'initiative pour l'autodétermination c'est assurer le droit de vote, d'éligibilité et la démocratie telle que nous l'avons toujours connue pour les années futures. Voter OUI à cette initiative c'est garantir à nos enfants le droit d'accepter ou non une idée de l'état. Voter OUI à cette initiative c'est certifier que nos citoyens garderont leur liberté.

Antispécisme ou discrimination raciale ?



Par Yohan Ziehli,
Président des Jeunes UDC Vaud

La liberté de conscience, la possibilité de se nourrir selon son éthique et la sensibilisation aux problématiques de la consommation de viande étaient des piliers de l'engagement

végétalien (ou « vegan ») à ses débuts. Reposant sur le libre choix, la conviction personnelle et le dialogue, il s'agissait alors majoritairement d'un militantisme pacifique et démocratique.

Puis sont arrivées des associations prônant la violence, l'imposition d'une doctrine par la force et justifiant même des discriminations que l'on croyait reléguées à des temps reculés. Récemment, des militants influents et médiatisés de la cause antispéciste en Suisse ont tenu des propos révélateurs que l'on ne peut aujourd'hui laisser sans réponse, tant ils rappellent des raisonnements et des méthodes dont on ne voudrait plus entrevoir l'existence au XXI^e siècle.

Des préjugés racistes...

C'est complètement envisageable pour un Suisse de classe moyenne supérieure d'arrêter de consommer des produits animaux, ça l'est moins pour une personne noire, qui doit déjà s'intégrer, qui parle une autre langue. Il est compréhensible pour ces personnes qu'elles aient d'autres priorités.

[Elisa Keller, déléguée chez 269 libération animale]

Ces propos auraient fait bondir l'ensemble de la classe politico-médiatique s'ils n'avaient pas été tenus par un membre de l'extrême gauche mais par un militant de droite conservatrice.

En effet, en opposant le Suisse de classe moyenne supérieure à la personne

noire, l'auteur de ces propos établit implicitement quatre préjugés raciaux:

- la personne noire ne fait pas partie de la classe moyenne;
- elle n'a pas la nationalité Suisse, ou ne peut être considérée comme citoyenne du pays;
- elle n'est pas intégrée, ou a besoin de l'être d'avantage;
- elle ne parle pas de langue nationale.

De tels préjugés racistes au centre d'un discours supposé dénoncer la discrimination que subiraient les animaux par rapport aux humains? C'est l'un des nombreux paradoxes qui démontrent la faiblesse de la réflexion des leaders de la lutte antispéciste par la violence.

Mais ce n'est pas tout. L'inépuisable déléguée de l'association de libération des animaux aligne les propos douteux.

Chez certaines communautés migrantes par exemple, la nourriture est un bagage très important, c'est quelque chose qui rassure. Notre but est de rendre végétariens les populations qui ont la possibilité de le devenir.

Outre le ton condescendant de cette citation, laissant entrevoir les communautés migrantes comme plus primitives que d'autres et devant se rattacher à des besoins de base comme la culture culinaire, on apprend que ces dernières n'ont pas la possibilité de devenir végétariens.

Toujours dans un esprit de discrimination raciale et ethnique appuyé, la vandale soutient ainsi une catégorisation des humains qui auraient le droit de ségréguer les animaux ou pas. Une classification des personnes qui auraient le droit, pour reprendre sa rhétorique, de torturer, de réduire en esclavage et de massacrer tous ces êtres non-humains.

Ce permis de participer au génocide des animaux devrait-il être obtenu auprès de l'Etat ? Ou, comme la désobéissance civile est l'un des principes de base de l'association 269 libération animale, auprès d'Elisa Keller en personne – elle la sacro-sainte consciente de ce qui peut ou ne peut pas être fait?

Va-t-elle en personne annoter les passeports de tout un chacun, avec un « SCM » pour Suisse de Classe Moyenne, obligeant l'application du véganisme strict, un « SBR » pour Suisse à Bas Revenus, limitant la consommation de viande à un jour par semaine et un « N » pour les noirs (rappelons qu'ils sont présumés non-Suisse par la militante) autorisant l'abattage animal, même sans étourdissement?

Je ne sais pas si le plus choquant est que de tels propos puissent être tenus aujourd'hui, ou qu'ils le soient dans une relative indifférence de la part des mouvements antiracistes, généralement aux aguets quant aux préjugés balancés sur la place publique.

... aux méthodes violentes...

C'est une chose d'être baigné dans une doctrine antidémocratique et ségrégationniste. C'en est une autre d'user de la violence pour la diffuser.

Dans une vidéo de revendication des caillassages de boucheries parue sur les réseaux sociaux, et partagée par Mme Keller, le porte-parole des militants casseurs fait froid dans le dos:

Il faut savoir que dans chaque mouvement de lutte il y avait des gens plus violents et c'est ça qui a permis aux autorités de pouvoir discuter avec les gens moins violents. C'est le fait qu'ils avaient peur des autres.

La discussion, ou la doctrine, ne peut être amenée que par la violence, apprend-on. Le but revendiqué est d'instaurer la peur pour obliger l'Etat à négocier. Cette dynamique proche des organisations terroristes devrait révolter plus d'un citoyen. L'association 269 libération animale plaide dans le même esprit, justifiant la démarche offensive pour mettre l'ennemi à genoux.

La terminologie, la volonté et les faits sont liés aux mouvements les plus néfastes qui ont existé ces dernières décennies en Europe et ailleurs. Des groupements d'extrême droite aux poseurs de bombes islamistes en passant par les bandes d'extrême gauche, toujours demeure cette idée. On remarque quelques éléments inquiétants:

- la terminologie invoquant le combat. On ne parle plus à des opposants, mais à des ennemis;
- l'idée de victoire totale, respectivement d'asservissement. Il faut mettre l'ennemi à genoux;
- l'instauration d'une peur chez l'autorité et l'adversaire, imposée non-pas par les mots mais par des actes violents.

Si cette vision n'est heureusement pas partagée par l'ensemble des militants, il existe de fait une complaisance, si ce n'est une approbation de ces

comportements. Ainsi, la militante des plateaux télévisés Virginia Markus refuse de qualifier les attaques à répétition contre des commerces locaux d'actes violents, minimisant le fait en estimant qu'il ne s'agit que de vitres cassées. Et son collègue Thomas Lepeltier qui, à la radio, les qualifie de petites actions de provocation, allant même jusqu'à prétendre qu'il n'y a pas de personnes atteintes.

... dans le but d'imposer une idéologie à tous

Le but de ces violences est, selon les leaders antispécistes précités, de parvenir à imposer une doctrine au plus grand nombre. Non-pas de gré, mais de force. Virginia Markus est très claire à ce sujet:

Le but n'est donc plus de convaincre les gens, mais de changer la législation pour interdire l'exploitation et le commerce des animaux. D'où la nécessité de passer par des actions de désobéissance civile.

Les tentatives de convaincre les gens, de les sensibiliser ou de créer le débat sont bien terminées. Il faut imposer de nouvelles lois, de quelque manière que ce soit. A la radio, cette même militante déclarait d'ailleurs que ces actions [de caillassage, de sabotage, les tags ou les jets de faux sang] s'inscrivent dans une suite logique de l'évolution du mouvement antispéciste. Il faut aujourd'hui être conscient que pour une part non-négligeable de la mouvance antispéciste, le but n'est plus d'informer et de faire changer les choses pacifiquement, mais d'imposer un point de vue. Notre but est de rendre véganes les populations qui ont la possibilité de le devenir, écrivait Mme Keller.

Devant des personnalités qui veulent imposer des lois sans légitimité démocratique et sans le soutien du public, qui partent du principe que ces lois devraient être différentes en fonction de l'origine ou de la couleur d'individus et qui sont prêtes à user de la violence pour arriver à leurs fins, il est plus que temps de prendre conscience du défi que représenteront certains mouvements antispécistes dans les prochaines années et de se préparer à devoir agir de manière ferme pour préserver la liberté de tout un chacun et l'esprit démocratique de notre société.

Rupture des négociations – l'UDC prend le PDC, le PLR et le PS au mot

Dans l'édition d'aujourd'hui du magazine dominical « Sonntagszeitung » les présidents des partis PDC, PLR et PS demandent unanimement l'arrêt des négociations avec l'UE sur l'accord-cadre. L'UDC, qui se bat depuis des années contre ce traité de rattachement de la Suisse à l'UE et notamment contre la reprise automatique de droit UE, prend ces partis au mot. Elle propose que tous les partis gouvernementaux adressent la semaine prochaine une lettre au Conseil fédéral pour lui demander d'annoncer à Bruxelles la rupture des négociations avec l'UE sur un accord-cadre.

L'accord-cadre négocié actuellement avec Bruxelles prévoit la reprise automatique de droit UE et donne le droit à celle-ci de prendre des sanctions si la Suisse ne peut pas appliquer le droit UE en raison d'un vote référendaire du peuple. Toujours selon ce traité, il appartiendrait à la Cour de justice UE, donc à des juges étrangers, de trancher les éventuels litiges entre les deux parties. Comme les accords bilatéraux relèvent du droit UE, la Cour de Justice UE aurait également le dernier mot au cas où un tribunal arbitral est institué pour régler les différends. Cela fait de nombreuses années que l'UDC se bat contre cet accord qui est en réalité un traité d'asservissement de la Suisse à l'UE. Cet accord sonnerait le glas de l'autodétermination et de la démocratie directe de la Suisse. Le modèle à succès suisse et, avec lui, notre prospérité appartiendraient au passé.

Il est réjouissant de constater que les autres partis aient fini par comprendre, à l'exemple concret de la protection des salaires, les conséquences fatales de cet accord-cadre puisqu'il appartiendrait à l'UE de décider dans ce domaine et non plus à la Suisse. Cela dit, il est tout de même bizarre que ce détail ait pu provoquer une telle volte-face de milieux qui, jusqu'ici, soutenaient vigoureusement ce rattachement de la Suisse à l'UE. En effet,

même si la question de la protection des salaires pouvait être réglée, il subsisterait des problèmes essentiels comme la reprise automatique de droit UE, la perte de souveraineté et, partant, de nombreuses questions centrales en suspens comme les contributions publiques, l'aide sociale, la citoyenneté européenne, l'interdiction faite aux poids lourds de rouler la nuit, etc.

Indépendamment des motivations qui ont pu conduire les autres partis à ce revirement, l'UDC est heureuse de recevoir du soutien dans sa lutte contre l'accord-cadre. Il s'agit cependant maintenant de passer aux actes et d'inviter le Conseil fédéral à annoncer à Bruxelles la rupture des négociations. Il faut bien faire comprendre à l'UE qu'un accord-cadre dans la forme souhaitée par elle n'obtiendrait jamais une majorité auprès du peuple suisse. C'est n'est qu'ensuite que l'on pourra à nouveau négocier, comme c'est usuel Etats souverains, de manière bilatérale et en partenaires égaux en droit des questions concrètes intéressant les deux parties.

Le comportement des autres partis politiques indiquera si les habituels fans de l'UE ont effectivement changé d'avis dans l'intérêt de la Suisse ou s'il s'agit simplement d'une manœuvre électorale de plus. La tactique est bien connue: avant les élections on se montre critique à l'égard de l'UE, après les élections on approuve tout de même l'accord-cadre.



Sauvons l'Arc lémanique avant qu'il ne soit trop tard !



Par Lucas Fatton
Membre du comité des Jeunes UDC Vaud

J'ai une vision de la politique qui consiste à écouter les problèmes des citoyens et d'y proposer des solutions pour y remédier. Je pense qu'il est aussi nécessaire de s'occuper prioritairement des soucis globaux et, dans la mesure du possible, s'attaquer à la racine du problème. Selon moi, le défi à relever le plus

important pour le canton de Vaud concerne l'Arc lémanique. Il s'agit de la gestion de la démographie et des activités économiques de cette région prospère. Il nous appartient, nous jeunes, de réfléchir à cette problématique, de prendre en main ce dossier et d'y proposer, dans un futur proche, des solutions concrètes qui sont encore aujourd'hui inconnues. Car il s'agit de notre avenir.

La majorité des entreprises se sont établies de manière plus ou moins centralisée, ce qui a d'importantes conséquences sur le lieu de résidence de leurs employés ou sur le trafic pendulaire. Il est devenu quasiment impossible de se loger à des prix abordables entre Genève et Montreux, surtout dans l'agglomération lausannoise. Pour certaines localités, il est même devenu impossible de trouver un logement tout court. Au niveau de la mobilité, ça coince aussi ; tant sur le rail que sur la route.

En effet, aux heures de pointe, il y a des ralentissements de Coppet à Villeneuve, en ajoutant le tronçon Chavornay-Crissier-Lausanne-sud ainsi que les rues de la capitale vaudoise qui se retrouvent complètement bouchées. Je vous laisse imaginer les dégâts au niveau de la qualité de vie des riverains, mais surtout au niveau de la pollution de notre si belle Suisse. Et là, nous ne pouvons étonnamment pas compter sur les écologistes afin de réduire voire supprimer ces maudits bouchons. Aveuglés par leur dogmatisme visant, bien qu'utopique, à abolir complètement la voiture, „les verts“ préféreront mettre davantage d'obstacles aux automobilistes dans le but de les décourager de prendre la route au lieu de s'occuper réellement de leurs convictions profondes qui visent au bien de la planète. Cette manière d'agir a pour conséquence d'augmenter drastiquement les embouteillages et donc la propagation de particules fines. Concernant le rail, le réseau CFF dans l'Arc lémanique est utilisé à 100% de sa capacité durant les heures de pointes. Avant la fin des travaux du projet „Léman 2030“, il n'y a plus de sillons disponibles pour des trains supplémentaires entre Lausanne et Genève. De plus, le nombre de rames ou de wagons par train arrive gentiment à la limite, compte tenu de la longueur actuelle des quais. En résumé, nous nous retrouvons désormais au maximum de ce qu'il est possible d'exploiter aujourd'hui. Et malgré cela, les trains sont bondés. Par exemple, certains voyageurs ne trouvent pas de sièges libres depuis Genève, d'autres doivent faire La Tour-de-Peilz-Renens debout en régional, serrés comme des sardines entre Cully et Prilly-Malley. Avec tant de monde à transporter, les portes peinent à se fermer, ce qui retarde souvent le convoi. Le problème sur des lignes autant chargées en trafic est que la moindre minute de retard d'un train a pour conséquence de créer la pagaille sur l'ensemble du réseau lémanique à cause d'un effet domino. Et les désagréments ne sont pas près de disparaître... Malgré „Léman 2030“, le nombre de pendulaires continuera d'augmenter durant en tout cas les 30 prochaines années et ceci n'est pas bien sûr pas la faute des CFF, entreprise désignée comme bouc émissaire à chaque perturbation ferroviaire alors que la cause primaire de cette dernière est démographique. Il en va bien entendu de même sur la route et la question est : jusqu'où cela ira-t-il ? Il nous faut donc urgemment résoudre les problèmes liés à ces phénomènes de centralisation des activités économiques ainsi que de la surpopulation dans l'Arc lémanique.

Avant de nous concentrer sur le nœud du problème, la démographie, il est nécessaire de rappeler que le logement ainsi que la mobilité sont des sujets

hyper importants qui doivent être traités en permanence par les politiciens. Il est absolument indispensable d'investir dans la mobilité, que ce soit dans le rail ou dans la route. Une augmentation du nombre de pistes sur l'autoroute, la construction de bretelles supplémentaires et de contournements routiers, la mise en place de carrefours intelligents, la création de places de parc en abondance afin que personne ne doive faire le tour d'une ville pour se parquer, l'allongement des quais dans les gares, le développement des installations ferroviaires, l'introduction de dessertes de bus dans les régions périphériques, la création de couloirs de bus ou de tramways afin de permettre leur circulation en continu sans pour autant ralentir le trafic routier ainsi que le développement des transports en souterrain doivent être entrepris sans hésitation. En réponse, à ceux qui me diront que nous n'avons pas des moyens indéfinis pour la mobilité et que nous devons avoir une politique budgétaire restrictive, j'ai envie de dire : „L'Etat est là pour ça!“. Tout comme la sécurité ou la formation, il appartient à l'Etat de mettre à disposition des infrastructures aux citoyens qui souhaitent ou qui doivent se déplacer. Ce sont des dépenses prioritaires par rapport à celles que le canton de Vaud a l'habitude d'octroyer beaucoup trop généreusement... Suivez mon regard. Et pour moi, nous devons absolument lutter contre cette „guéguerre“ entre la route et le rail. Nous devons impérativement investir dans les 2 ! Tout simplement parce que certains n'ont pas le choix... Si vous habitez à Villars-Tiercelin et que vous travaillez au centre de tri postal de Daillens, vous êtes condamnés à vous déplacer en voiture. Si vous habitez dans le centre-ville de Morges et que vous travaillez au Flon (à Lausanne), vous êtes forcés de vous déplacer en train si vous ne voulez pas ajouter une heure à votre temps de trajet. Et chaque pendulaire sera d'accord avec moi ; tant la route que le rail ont besoin de moyens pour que le canton de Vaud se porte mieux.

Revenons à la racine du problème : comment contrôler la démographie? Loin de moi, en tant que bon libéral, de vous prôner une vision étatiste pleine de règles et de contraintes. Je m'aperçois que nous avons, tout de même, un souci avec l'ouverture des frontières et l'accord de libre circulation des personnes. Ce traité est une vache sacrée pour la classe politique, excepté l'UDC, car il correspond parfaitement aux lois divines de l'Union européenne. Malgré l'évidence que la libre immigration fait du mal à la Suisse, nos parlementaires et les autorités exécutives se couchent devant les vœux de la très anti-démocratique Commission européenne. La conséquence de ce choix me paraît simple à expliquer ; il y a bien plus de gens qui viennent en Suisse que l'inverse et, du coup, notre pays commence à drastiquement se remplir. Ensuite, force est de constater aujourd'hui qu'il y a trop de monde par rapport à nos infrastructures. Mais, sans surprise, les problèmes liés à la surpopulation ne priment pas les intérêts de l'UE pour la plupart des politiciens suisses. Pourtant, à aucun moment le peuple suisse souhaite que l'on sacrifie ses intérêts, ses droits et surtout ses décisions pour le plaisir des dirigeants européens. C'est pourquoi, je suis convaincu que la souveraineté de la Suisse est le sujet fédéral le plus important et c'est pour cela qu'il faut impérativement voter UDC en 2019. Et effet, nous sommes le seul parti qui refuse que notre belle Suisse se soumette à des puissances étrangères. Si demain nous pouvons juridiquement être maître de notre destin, si nous contrôlons notre immigration et si nous respectons les décisions du peuple, nous nous éviterons bien des problèmes dont ceux de l'Arc lémanique. J'espère que chaque citoyen se souviendra de cela au moment de glisser son bulletin dans l'urne.

Faire confiance au peuple est une chose, s'engager pour son pays en est une autre. C'est dans ce contexte que j'invite chaque jeune à réfléchir à des solutions pour résoudre nos défis les plus importants en Suisse. Si nous, jeunes patriotes, ne prenons pas les différents problèmes en main, comme celui de la démographie dans l'Arc lémanique, qui le fera à notre place en pensant sans ambiguïté à notre avenir ? Pour conclure, je vous lance le cri d'appel suivant : Sauvons l'Arc lémanique avant qu'il ne soit trop tard ! Ceci dans le but de ne jamais devoir dire ; „Sauvons la Suisse avant qu'il ne soit trop tard !“.

Bataille commerciale mondiale: jouons nos cartes et restons fermes

Service d'information du Centre Patronal, 2.8.2018

La bataille commerciale mondiale a pour conséquences que le commerce dépend de plus en plus de purs rapports de force et que les principaux blocs commerciaux ont le vent en poupe. La Suisse, qui gagne près d'un franc sur deux à l'étranger, doit défendre ses intérêts, ne pas conclure des accords à n'importe quel prix et améliorer ses conditions-cadres.

Le commerce dépend de plus en plus de purs rapports de force

La bataille commerciale mondiale est au coeur de l'actualité. Cette bataille sur plusieurs fronts (USA versus Chine, UE, Canada-Mexique, Iran, etc.) a certes été initiée par le 45e Président des Etats-Unis d'Amérique pour plaire à son électorat ou soigner l'allié traditionnel qu'est Israël face à l'Iran. Mais aussi et surtout parce que les Etats-Unis et la Chine sont désormais en compétition ouverte pour la suprématie mondiale à l'horizon 2030. De fait, les deux superpuissances du Pacifique se font face sur tous les fronts : commerce mondial, course aux armements, course aux nouvelles technologies et luttes d'influences.

Cette bataille d'un nouveau genre se traduit par l'affaiblissement de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Or, les principes fondateurs de l'OMC sont l'ouverture des frontières, la garantie de la nation la plus favorisée (traitement non discriminatoire), ainsi qu'un engagement de transparence dans la conduite des activités.

Cet affaiblissement de l'OMC et la tendance à ce que le commerce mondial dépende de plus en plus de purs rapports de force est contraire aux intérêts de l'Union européenne (UE) et de la Suisse. En ce sens, on rappellera que notre pays a beaucoup bénéficié et continue à bénéficier du libre-échange, en gagnant près d'un franc sur deux à l'étranger.

Les principaux blocs commerciaux ont le vent en poupe

L'actualité très récente (notamment la rencontre entre MM. Trump et Juncker) a démontré que l'UE ne peut pas entrer en conflit commercial direct avec les Etats-Unis. En effet, un tel conflit menacerait l'existence de branches économiques clé, comme l'industrie automobile allemande par exemple. De plus, les deux blocs Etats-Unis / UE représentent 60% du PIB mondial, 33% du commerce mondial des biens et 42% du commerce des services.

Au niveau suisse, le Conseil fédéral négocie difficilement un accord institutionnel ou d'accès au marché avec l'UE, de loin notre principal client et fournisseur. Par ailleurs, nous devons compter désormais avec le fait que le «bloc commercial UE» négocie de fructueux accords de libre-échange avec d'autres blocs commerciaux. Tel est déjà le cas avec le Japon, par le biais d'un très récent accord de grande portée et, potentiellement, avec une grande partie des pays d'Amérique du Sud (Mercosur). Une réactivation d'un grand traité de libre-échange transatlantique avec les Etats-Unis est également envisageable.

En d'autres termes, la politique commerciale proactive de notre pays est copiée par l'UE qui, parfois, obtient davantage que la Suisse (accord UE-Japon).

Sans parler du fait que d'autres blocs commerciaux cherchent à commercer davantage entre eux, tels les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

La Suisse doit valoriser ses avantages concurrentiels

A l'heure de la bataille commerciale mondiale, qui se double d'une difficile négociation avec l'UE, le Conseil fédéral doit continuer plus que jamais à défendre les intérêts de notre pays. Il s'agit cependant de ne pas se faire d'illusions sur les rapports de force, comme la problématique de sanctions US à l'encontre d'entreprises suisses qui continueraient à commercer avec l'Iran l'a démontré. La négociation d'un possible accord institutionnel avec l'UE doit ainsi être menée jusqu'au bout, quitte à ce que cet accord ne soit pas signé ou ratifié, du fait de la mise en cause de «lignes rouges», ou d'un vote populaire en réaction à la mise en cause de telles lignes. Par ailleurs, le Conseil fédéral doit suivre la conclusion d'accords entre blocs commerciaux et poursuivre ses efforts en vue de conclure de nouveaux accords bilatéraux Suisse/AELE- «monde hors UE».

Par contre, il est exclu pour n'importe quel pays, à commencer par le nôtre, de conclure des accords de commerce international à n'importe quel prix. En ce sens, nous relevons qu'une large majorité du Conseil national vient de rejeter une stratégie agricole comprenant un renforcement du libre-échange (lien avec un accord Suisse-Mercosur). Cela posé, il faut être conscient qu'une certaine indépendance politique peut avoir un coût économique non négligeable, avec tout ce que cela implique sur l'emploi et la redistribution sociale. Par conséquent, il est du devoir du Conseil fédéral et du Parlement de veiller plus que jamais à ce que notre pays bénéficie de conditions-cadres favorables, indépendamment de tout nouvel accord commercial. Il s'agit donc de réformer au plus vite la fiscalité fédérale des entreprises et de poursuivre le développement de nos infrastructures, par définition non délocalisables.

Enfin, la Suisse, pays hôte de l'OMC, devrait proposer une réforme de cette dernière, dans le but de préserver le plus possible le multilatéralisme en matière commerciale.



Bild: zvg



Initiative pour l'autodétermination: De quoi s'agit-il?

Les citoyennes et les citoyens suisses ont le dernier mot dans leur pays. Le peuple et les cantons décident du droit suprême applicable en Suisse. Ils forment le souverain, l'autorité législative suprême. Ils sont le constituant. Ce régime a été bénéfique pour notre pays. Notre ordre libéral, mais aussi notre Etat social sont nés sur cette base et non pas par le rattachement à des organisations internationales ou des tribunaux étrangers. Garantissant la sécurité du droit et la stabilité, ce régime qui a fait les preuves de son efficacité est aussi une condition-cadre essentielle à une économie attractive et performante.

L'autodétermination et l'indépendance sont cependant menacées:

- des politiciens, des fonctionnaires et des professeurs ne veulent plus que le peuple ait le dernier mot. Ils cherchent à restreindre les droits démocratiques.
- ces milieux adoptent de plus en plus fréquemment le point de vue selon lequel le droit étranger, des juges et des tribunaux étrangers comptent davantage que le droit suisse approuvé par le peuple et les cantons.
- le Conseil fédéral, les autres partis politiques, le Tribunal fédéral et la classe politique placent les dispositions du droit international (appelé aussi droit des peuples ou droit des gens) au-dessus du droit suisse.

Les conséquences pour nous autres Suisses

La sécurité du droit et la stabilité sont remises en question. Les décisions du peuple ne sont plus respectées. Le peuple et les cantons ont, par exemple, approuvé la gestion autonome de l'immigration et l'expulsion des étrangers criminels, mais les politiciens refusent d'appliquer ces décisions en invoquant le droit international.

L'initiative pour l'autodétermination « Le droit suisse au lieu de juges étrangers » pose les principes suivants:

- la sécurité du droit et la stabilité en clarifiant les rapports entre le droit national et le droit international;
- l'autodétermination des Suissesses et des Suisses, pour conserver une démocratie directe unique au monde;
- le droit suisse est notre source suprême de droit;
- le peuple et les cantons définissent le droit et non pas des fonctionnaires et des professeurs;
- le droit suisse doit être formulé sur une base démocratique, donc par le peuple et les cantons ou par le parlement et non pas par des fonctionnaires et des juges d'organisations internationales et de tribunaux étrangers;
- les décisions du peuple sont appliquées sans discussion et indépendamment du fait qu'elles plaisent ou ne plaisent pas aux « élites » de la Berne fédérale;

- la Suisse protège de manière autonome les droits de l'homme et les droits fondamentaux;
- l'adhésion insidieuse à l'UE et l'abandon de la souveraineté au profit de l'UE doivent être empêchés;
- la reprise automatique (« dynamique ») de droit UE et de droit international doit être empêchée;
- l'indépendance doit être sauvegardée pour garantir la liberté et la prospérité;
- le succès économique, les investissements et la sécurité de l'emploi se fondent sur la liberté, l'indépendance et l'autodétermination.

Le droit suisse au lieu de juges étrangers



EDITEURS :

- Union
Centre Jeunes UDC Suisse

REDACTEUR EN CHEF :

- Niels Rosselet-Christ (NE)
niels.rosselet-christ.gc@ne.ch

REDACTEURS (-TRICES)

PERMANENT(E)S:

- Anthony Marchand (FR)
- Yohan Ziehli (VD)
- Emmylou Maillard (VD)
- Jérôme Amos (VS)
- Alexandre Rime (GE)

MENTIONS LÉGALES

Directeur de la publication/ Rédacteur en chef: Thomas Fuchs, a/Conseiller national et Conseiller cantonal, Berne-Niederbottigen tf@thomas-fuchs.ch
Éditeur: Association de soutien SVP/JSVP
Rédaction DIE IDEE, Boîte postale, 3001 Berne
Collaborateurs permanents: Conseil cantonal Benjamin Fischer, Ackerstrasse 39, 8604 Volketswil, Conseil national et municipal, grand conseil
 Erich J. Hess (BE), Avocat, conseil municipal et grand conseil
 Dr. iur. Patrick Freudiger, Langenthal (BE), Andreas Gerber, Flühbach 374, 3537 Eggwil, Niels Rosselet-Christ, Place de la Gare 2, 2103 Noiraigue
Téléphone: 079 302 10 09
Fax: 031 398 42 02
Site internet: www.zeitungidee.ch
Courriel: idee@jsvp.ch
PC-Konto:
Junge SVP Suisse 65-269996-5

COMMENTAIRES ET ANNONCES

Des espaces publicitaires sont disponibles. Nos prix sont à disposition sur demande.

Les membres des Jeunes UDC et sympathisants de toute la Romandie sont libres de poster un article, une lettre ouverte ou un commentaire dans « l'Idée ». Prière de vous adresser au rédacteur en chef pour plus d'informations.

Sauf en cas de dérapage flagrant, nous n'exerçons aucune censure ; les commentaires et lettres ouvertes ne doivent pas nécessairement être en accord avec la ligne de rédaction. Les débats contradictoires nourrissent la réflexion.

CONTACTS

idee@jsvp.ch
 +41 (0)78 847 23 90
 CCP Jeunes UDC Suisse
 65-269996-5
www.jsvp.ch





Quel avenir pour l'UDC Neuchâteloise ?



Par Niels Rosselet-Christ
Député UDC neuchâtelois
Rédacteur en Chef de l'IDEE Romandie

Depuis quelques années, l'UDC Neuchâteloise enchaîne les scandales et les problèmes. Depuis la gifle des élections cantonales l'an dernier, beaucoup de choses sont allées de travers. Nous avons alors besoin d'une impulsion forte, de fédérer les forces du parti, d'aller sur le terrain, de communiquer davantage et de retrouver un cap. C'est hélas tout l'inverse qui a été fait, entre le retrait de notre initiative pour la primauté de l'emploi pour les neuchâteloises et les neuchâtelois, l'absence quasi-totale de communication dans la presse ou sur les réseaux sociaux, des prises de position trop vagues (la liberté de vote ayant été choisie comme consigne de vote sur deux objets cantonaux cruciaux, à savoir la votation sur la création d'un nouvel hôtel judiciaire et la loi sur la réforme des institutions) et une communication interne beaucoup trop bancal. Au final, notre parti s'est davantage déchiré.

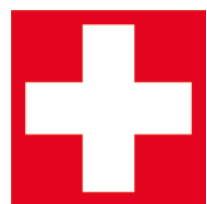
Le dernier président, M. Moser, a déposé sa démission à peine plus d'un an après son entrée en fonction, ce pour la seconde fois, après avoir donné ce cap plus que songeur à l'UDC Neuchâteloise. Aujourd'hui, le parti se retrouve sans bureau de comité. Une assemblée générale est d'ores et déjà prévue, lors de laquelle se tiendra le renouvellement du bureau.

Une élection interne d'une haute importance

Si rien n'est encore décidé, une chose est certaine, cette élection interne va donner le cap quant à la suite des opérations ; à ce jour, tout reste possible. Nous avons besoin de retrouver une ligne directrice, de nous défaire des tensions internes et des quelques problèmes de personnes qui peuvent subsister. Les velléités opportunistes qui potentiellement gangrèneront le parti à

certains niveaux doivent être écartées et surtout, le nouveau ou la nouvelle président(e) devra s'entourer d'une équipe fiable, mettre en place une stratégie d'action et de communication solide et enfin adopter une attitude fédératrice à l'égard de nos membres, en évaluant les forces de chaque personne motivée à s'impliquer activement.

Si le tableau semble refléter de sombres nuances, je reste toutefois optimiste ; notre parti dispose de ressources humaines riches et variées. Nous avons de fortes personnalités et un potentiel insoupçonné. Si chaque personne qui compose le parti s'accorde l'une avec l'autre et tire à la même corde, dans un but commun, nous redresserons le parti et arriverons avec la même force d'antan, voire plus, aux élections fédérales. Une présidence et un bureau fédérateur sont toutefois indispensables à cette relève mais je reste convaincu que nous saurons mettre en place les bonnes personnes aux bons endroits.



La politique t'intéresse ? Tu souhaites t'investir pour ton pays, La Suisse ? Engage-toi dès maintenant !

- Je souhaite devenir membre des Jeunes UDC
- Je souhaite m'abonner au journal « L'IDEE » en français (abonnement CH : CHF 35.–)
- Je souhaite m'abonner au journal « L'IDEE » en allemand CHF 35.–

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

NPA _____ LOCALITE _____ CANTON _____

DATE DE NAISSANCE _____ TEL. _____

EMAIL _____ SIGNATURE _____

A remplir et renvoyer à : JEUNES UDC SUISSE, CASE POSTALE 6803, CH-3001 BERNE



Vague bleue pour les « midterm » : le nouveau pari risqué des médias



Par Yohan Ziehli,
Président des Jeunes UDC Vaud

En novembre auront lieu aux Etats-Unis d'Amérique les élections de mi-mandat, qui verront le renouvellement complet des 435 sièges de la Chambre des représentants, d'un tiers de ceux du Sénat et de 39 postes de gouverneurs. La tendance est à la victoire du parti démocrate, qui pourrait – suivant l'ampleur de

sa progression – prendre le contrôle de la Chambre et du Sénat. Autant dire que ces élections sont cruciales: sans majorité parlementaire, le président Trump aurait beaucoup de mal à mettre en œuvre ses réformes à l'avenir, tant il serait gêné par une opposition systématique de la nouvelle majorité.

Une défaite du parti républicain serait logique

Les élections de mi-mandat – ou Midterm – sont connues pour sanctionner le parti au pouvoir avec une étonnante régularité: depuis 1840, sur les 44 scrutins... 41 se sont soldés par une défaite du camp présidentiel. En moyenne, le parti présidentiel perd 30 sièges à la Chambre des représentants et 6 au Sénat lors de ces scrutins.

Autant le dire tout de suite: une défaite du parti républicain est, même sans s'attarder sur les sondages, probable. Il n'est donc pas étonnant que la grande majorité des médias, des deux côtés de l'atlantique, table sur une victoire démocrate. D'autant plus que de nombreux facteurs hostiles à Donald Trump pourraient intervenir d'ici au mois de novembre: avancements dans l'enquête sur l'influence russe, doutes quant aux effets de l'accord avec la Corée du nord, scandales personnels...

Les médias ont peut être eu les yeux plus gros que le ventre

Là où je peine à rejoindre les médias traditionnels, c'est dans la volonté qui est apparue de personnifier le résultat à outrance. En effet, une défaite du GOP étant probable, les mass media ont commencé depuis le début de l'année à répéter encore et toujours qu'un recul des républicains, voire une reprise de l'une ou l'autre des chambres par les démocrates, serait un signe de rejet extraordinaire du président Trump. Le but est clair: exploiter un résultat qui n'est que mécanique pour en déduire une impopularité grandissante, un refus du président de la part du peuple.

Quant on sait qu'il suffirait d'un recul de 23 sièges pour qu'une telle bascule se produise dans la chambre basse, et de 2 dans la chambre haute, on peut honnêtement relativiser une telle conclusion: Barak Obama avait été sanctionné suite à son élection d'un recul de 64 sièges à la Chambre et de 6 au Sénat, Georges W. Bush (sauvé en 2002 par la situation internationale) en avait perdu, en 2006, 30 (respectivement 6) et Bill Clinton avait accusé un recul de 54 représentants, respectivement 8 sénateurs.

Malgré tout, les analystes de CNN, MSNBC et consorts alimentent un état d'esprit visant avant tout à considérer ces élections comme un référendum pour ou contre le président élu. D'une certaine manière, on y voit un esprit revanchard: n'ayant pas su mener Donald Trump à la défaite en 2016, ils aimeraient se rattraper en 2018 en lui attribuant un revers personnel.

Une stratégie risquée malgré tout

Mais qu'en sera-t-il dans les urnes? Les efforts pour mener à une vague bleue en novembre pourraient bien se retourner contre leurs auteurs. Non-pas sous la forme d'une victoire rouge, qui demeure peu probable (notamment au vu de la carte électorale, qui n'est cette année pas en faveur

du GOP), mais sous la forme d'une mobilisation plus forte des soutiens au président, qui pourrait conduire à des résultats plus tempérés qu'attendus depuis le début de l'année.

Les Midterm sont habituellement marquées par une faible participation électorale. Il est plus dur d'amener des gens dans les bureaux de vote. En polarisant à outrance cette élection dans le but de faire voter tous les opposants de Trump, les mass media pourraient, sans le vouloir, mobiliser la base favorable à ce dernier.

A cet égard, il faut noter que Donald Trump est le président le plus apprécié par son parti après 500 jours au pouvoir de l'histoire moderne (à l'exception notable de Georges W. Bush, qui bénéficiait de l'effet 11 septembre). Son action est jugée positivement par près de 90% des membres de son parti.

Outre les sondages, dont on sait qu'ils doivent être considérés avec prudence, les votes intermédiaires de ces dernières semaines sont un autre indicateur de cette tendance: lors des 14 dernières primaires républicaines, quel que soit l'Etat concerné, le candidat soutenu par Trump a remporté l'élection... 14 fois (ou mène la course, pour les quelques résultats encore non-définitifs). Dans plusieurs cas, le candidat soutenu n'était pourtant pas le favori.

Pas de jugement hâtif

Il est aujourd'hui trop tôt pour prédire les résultats, a fortiori pour prédire leur ampleur. De nombreuses choses peuvent se passer d'ici-là, et le climat politique des Etats-Unis extrêmement tendu en ce moment ne va rien arranger.

Une chose est pourtant claire: en instituant un référendum pour ou contre le président et en polarisant au maximum la campagne, la majorité des médias fait un pari risqué. L'intention initiale, celle d'amener aux urnes le plus de monde possible pour profiter du faible taux de popularité de Trump chez les démocrates et les indépendants pourrait payer. Mais elle pourrait tout aussi bien se retourner contre ses auteurs.

Choix réduit, nourriture hors de prix



- 👉 Système de contrôle coûteux et presque impossible à concrétiser.
- 👉 Toujours plus de réglementations écologiques et nouvelles taxes.
- 👉 Contraire à des accords commerciaux. Risqué pour nos exportations.
- 👉 Mise sous tutelle des consommateurs.
- 👉 Hausse de prix de l'alimentation.
- 👉 Choix réduit.

23 septembre 2018

2x NON
initiatives agricoles